

ASH

Pe 19/02/16

Recours au 115 : la FNARS demande à l'Etat d'anticiper la sortie du « plan hiver »

Près d'une personne sur deux qui ont fait appel au 115 en ce début d'année pour demander un hébergement d'urgence n'en a pas obtenu, constate la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) dans la dernière vague de son baromètre du 115, qui synthétise les demandes et les réponses faites au numéro d'urgence sociale dans 45 départements. « *En janvier 2016, près de 100 000 demandes ont été faites au 115 [dont 87 300 d'hébergement], par 22 300 personnes différentes* », résume la fédération.

« *Si les demandes d'hébergement sont en légère baisse par rapport à janvier 2015 (- 5 %), 9 900 personnes ayant sollicité un hébergement sont restées sans solution* » (soit 45 %, un taux qui monte même à 52 % à Paris). Quant aux demandes de prestations ou d'informations (distributions alimentaires, douches, soins, duvets, transports, etc.),

elles ont « *considérablement augmenté (+ 32 % en un an), traduisant une fragilisation sanitaire et sociale des personnes* ». Une hausse d'autant plus inquiétante que « *41 % des personnes qui sollicitent le 115 sont en famille* », soit 2 800 familles accompagnées de plus de 4 900 enfants. Or « *le modèle d'hébergement des personnes sans abri reste largement inadapté pour les familles, l'hôtel constituant pour elles la réponse très largement développée au cours des dernières années* », malgré la volonté politique affichée de « *freiner le recours à l'hôtel, en créant des alternatives* » : « *En janvier 2016, le nombre d'attributions de places d'hôtels pour les familles a progressé de 3 % par rapport à décembre 2015* », en raison du manque de structures pérennes et adaptées. D'ailleurs, en janvier toujours, « *47 % des personnes en famille n'ont jamais été hébergées* ».

Certes, « *les attributions ont augmenté de 9 % entre décembre et janvier* », sous l'effet de la mise en place du dispositif de veille saisonnière et de l'augmentation des places hivernales, poursuit la FNARS, soit 3 200 personnes hébergées en structures hivernales en janvier. Mais ces solutions temporaires s'accompagnent de « *conditions qui demeurent critiques (mise à l'abri et espaces collectifs)* », et « *la discontinuité de l'hébergement s'amplifie également, avec 83 % des attributions via le 115 pour des séjours d'une seule nuit* ». La FNARS demande donc, une nouvelle fois, au gouvernement « *d'anticiper dès à présent la fin du plan hiver en orientant les personnes hébergées vers des structures stables ou du logement afin que personne ne soit remis à la rue au printemps* ». ■ A. S.